



La Commune



Le grand fossé

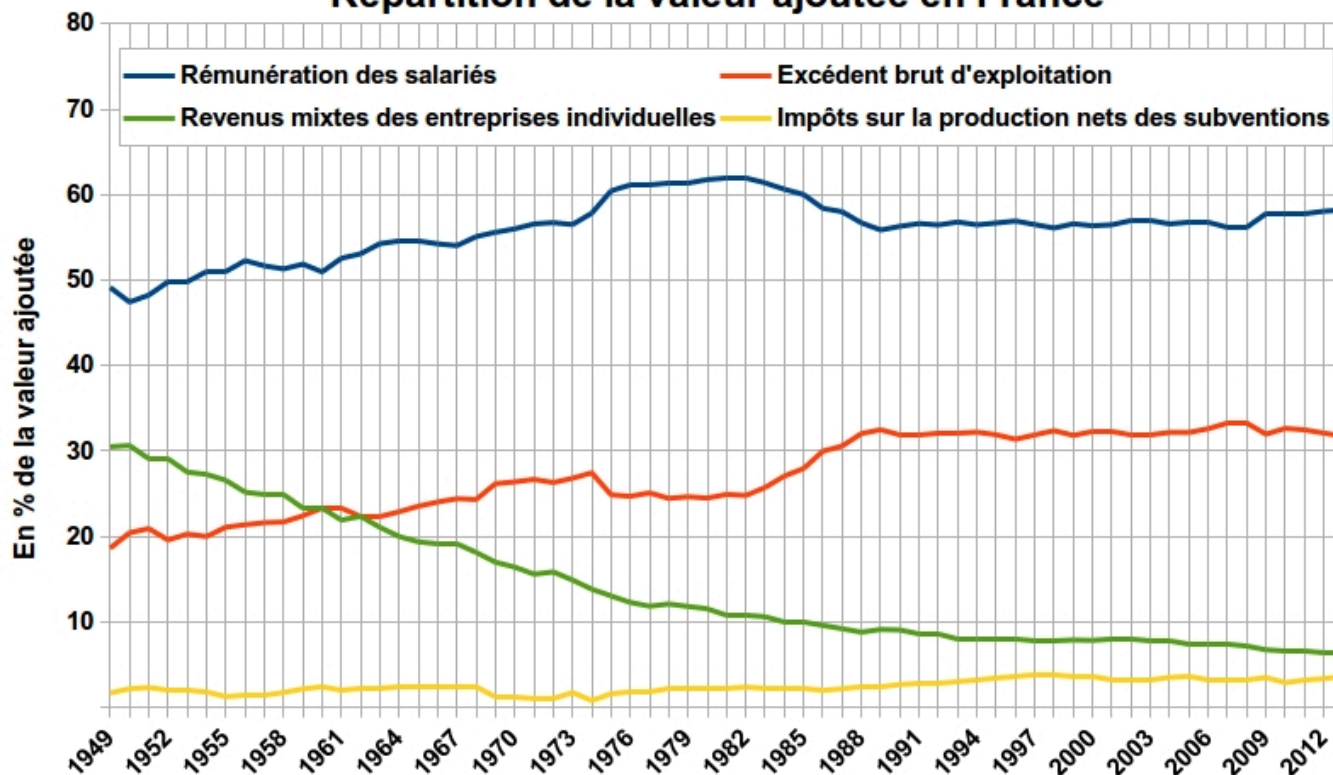
Le chef de l'État, se livrant en public à des conversations privées, argue qu'il n'a pas eu de bol. Le pauvre ! Les exercices de sincérité sont impitoyables et sans merci pour ce moment de « confidences ». Ils effacent d'un trait les exercices de style sur l'air de « la France va mieux ». Et ils révèlent l'absence totale de commisération pour le manque de bol des millions de chômeurs, de précaires, de salariés. L'histoire se charge déjà de le malmener, lui, et tous les résidus du régime.

À pauvreté d'âme, pauvreté des propos égocentriques du chef le plus impopulaire que cette République ait porté sur ses épaules.

Ce qui a manqué au chef de l'État

De cette longue litanie perce tout de même un lucide constat : « *Sur qui peut-il [le président] s'appuyer ? Sur des forces sociales, économiques, culturelles, intellectuelles (...) C'est ce qui a manqué* ». Ici, tout est dit. Le président, clé de voûte du régime, ne peut s'appuyer sur aucune force sociale et sur aucun pôle dans la société civile. Il en est de même pour toutes les institutions et partis. Manque de bol économique ? Non pas. Toute « reprise » n'aurait eu d'autres conséquences que de stimuler la furie réformatrice du pouvoir en place, de cogner plus fort contre les retraites, les minima sociaux, la Sécurité sociale, les salaires et les effectifs, en « redistribuant les fruits de la croissance » au moyen de « la participation aux bénéfices », par des primes le plus souvent « au mérite ». Ici, le chien se mord la queue : pour que reprennent les investissements, il faut au préalable une chute des coûts du travail. Mais le rapport de forces réel interdit cette baisse brutale : depuis 1991, la part des salaires dans « la valeur ajoutée » ¹ n'a pas baissé et la part des profits a connu « une stagnation à la baisse ». Et, ce, en dépit des exonérations massives de dites « charges sociales » (intégrées dans le calcul de la rémunération des salariés), en dépit des dégraissages, délocalisations, des accords emploi-compétitivité autorisant des baisses de salaire, en dépit du développement du travail précaire.

Répartition de la valeur ajoutée en France



La France en panne

Ce bilan économique, dans une France en panne, marque au fer rouge l'échec de Chirac, Sarkozy, Hollande qui, du point de vue des cercles dirigeants du capital financier, ont donc mené la politique du chien crevé au fil de l'eau. De même qu'ils ont, les uns après les autres, démontré que, sans le concours des directions syndicales, ils étaient impuissants à porter des coups contre la position acquise par la classe ouvrière dans la société. Une société bloquée comme le disent les grands esprits du Capital, rétive aux « réformes ».

L'angoisse sociale

Pour les familles, le tableau est noir : incertitude du lendemain, crise du logement, crise des hôpitaux, drames scolaires en série, développement de la pauvreté de masse, surmenage sur le tas, travail en miettes, cités ouvrières livrées à la misère et à la violence, conditions de transport dégradées. Voilà l'horizon de la « majorité sociale ». Les petits patrons et commerçants subissent de plein fouet tous ces revers, condamnés à devenir franchisés, sous-traitants, surtaxés, incités à entrer dans la spirale du travail au noir. L'angoisse sociale se répand comme une traînée de poudre. Et, si, pour l'heure, les gens n'ont pas le sentiment qu'ils n'ont plus rien à perdre, ils vivent déjà dans l'appréhension de perdre ce qu'ils ont, collectivement et individuellement.

C'est dans ce grand fossé qui sépare ceux « d'en haut » et « ceux d'en bas » qu'est lancée la lutte des places.

Hautement suspect

Dans cette lutte de places s'insère l'ancien chef de l'État qui, nous dit-on, partage les « valeurs » sans valeur aucune du « Front national » et qui cherche à jeter un pont entre le clan de Marine Le Pen et cette droite qui cherche à être « forte » et « populaire ». Mais le voilà encore pris dans le filet des affaires glauques qui sont plus que des « casseroles » : l'argent de Kadhafi et autres formes de « cavalerie » dans le financement de ses précédentes campagnes. Les conditions dans lesquelles ce ministre libyen, Choukri Ghanem, a glissé dans le Danube sont, selon l'administration US, « hautement suspectes » et pourraient être liées à ces pots de vin. En même temps, il convient de préciser que Sarkozy fédère presque tout le monde contre lui, en particulier dans ce cloaque que sont Les Républicains.

JLM, réactionnaire comme les autres

A l'autre pôle de l'échiquier politique, Mélenchon est bel et bien tombé dans la béchamel infernale de ce que Laurent Levy appelle le « national-populisme »². Moqué par le FN qui se déclare prêt à lui offrir des signatures de maire sur un plateau, singeant feu Georges Marchais sur les plateaux télé qui lui sont largement ouverts, ce pur produit du régime agonisant qu'est Mélenchon n'a plus de frein. Réactionnaire, comme les autres !

**Daniel Petri,
30-09-2016**

1. « Valeur ajoutée » = salaires + profits.

« En comptabilité, la valeur ajoutée correspond au chiffre d'affaires (le total des ventes) d'une société, dont on déduit les consommations intermédiaires, c'est-à-dire les achats des produits que l'entreprise a transformés. Ainsi, lorsqu'un tailleur achète 1 000 F de tissu pour faire un costume qu'il va vendre 1 500 F, il réalisera une valeur ajoutée de 500 F. Il va alors consacrer cette somme au paiement de ses ouvriers, de ses frais de production (électricité, loyer, frais financiers, etc.). Une fois déduit tout cela, la somme qui lui reste est le bénéfice » Pierre Cyze -Economie de A à Z ; Selio.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Partage_de_la_valeur_ajout%C3%A9e

2. Laurent Levy : <https://www.contretemps.eu/front-commun-resignation/>

Modifié le lundi 17 octobre 2016

Voir aussi dans la catégorie **Chroniques d'une chute de Régime**



« Bonjour Jean-Luc, c'est Arnaud Montebourg »

C'est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Une campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »



De l'état d'urgence sanitaire à l'État policier

État d'urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l'unique ordonnance que Macron et son... »



2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »



Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de de... »



Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »



Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffe avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »